

RND

## L'après-Bensalah a-t-il commencé ?

**Le secrétaire général du RND devra rendre le tablier incessamment, peut-être avant même la tenue de la session ordinaire du conseil national du parti, prévue le 10 juin.**

**M. Kebci - Alger (Le Soir) -** Abdelkader Bensalah est, selon un membre de la direction du parti, arrivé à la conviction qu'il n'est plus «désirable» au sein même de ceux qu'il a lui-même promus. Il a réussi l'exact contraire de ce qu'il escomptait : soit un consensus presque parfait contre lui.

Notre interlocuteur, qui a requis l'anonymat, appuie son propos par l'ampleur des deux pétitions remises au désormais «indésirable» secrétaire général. Celle des parlementaires des deux Chambres, paraphée presque par la totalité des députés et des sénateurs du parti et celle des membres du conseil national signée par 310 membres sur les 362 qu'il compte. Un double désaveu «organique» et «politique» auquel il faudra ajouter un troisième.

Selon notre source, seuls 7 secrétaires nationaux sur les 19 que compte le secrétariat national ont assisté à la dernière réunion de cette

instance exécutive lors de laquelle, d'ailleurs, Bensalah a eu à constater on ne peu plus clairement l'ampleur de ce «lâchage».

Ce qui aurait, ajoute notre interlocuteur, convaincu définitivement le président du Sénat de la «nécessité» ou du «devoir» de partir sans crier gare. Exactement dans les mêmes conditions que son prédécesseur qui devra lui succéder après avoir été, lui aussi, contraint de jeter l'éponge en janvier 2013, quatre mois seulement après avoir été éjecté de la chefferie de l'exécutif.

Et si Bensalah tempore encore, «ce n'est pas par souci d'un quelconque retournement de situation qu'il attendrait», explique notre source pour laquelle le départ de l'actuel SG «ne fait pas l'ombre d'un doute». Il ne reste, poursuit-elle, que la forme pour officialiser ce départ que le conseil national du 10 juin prochain entérinera. Ceci dit, pour les détracteurs de l'actuel secrétaire général



Photo : NewPress

**Bensalah indésirable ?**

auquel on reproche «mollesse» et «immobilisme» incompréhensibles à leurs yeux pour un parti comme le RND, l'on est d'ores et déjà dans «l'après-Bensalah».

En effet, pour un autre cadre du RND, fervent partisan du retour de

Ahmed Ouyahia à la tête du parti, aussitôt la démission de Bensalah formalisée et entérinée, une commission de préparation d'un congrès extraordinaire sera alors installée par la prochaine session du conseil national.

Un congrès qui devra se tenir vers la fin de l'année en cours et qui consacrera le retour triomphal de Ouyahia dans un scénario qui ne semble pas relever du «spontané».

Surtout que le timing de ce comeback est à cataloguer dans un des scénarios du haut lieu dans la perspective d'échéances politiques majeures, projet de révision constitutionnelle, éventuelles élections anticipées qu'a d'ailleurs sous-entendus le patron du TAJ, lundi dernier...

Mais que l'on se détrompe, au sein du RND, il existe aussi ces cadres qui ont «un pied ici et l'autre là». Comme cette députée de l'est du pays qui, tout en avouant, dans un premier temps, avoir paraphé la fameuse pétition portant destitution de Bensalah, s'est vite ravisée.

«La maison RND est belle et tout baigne dans l'huile. On attend ce qui interviendra prochainement». Il en est de même de ces deux autres parlementaires qui ont eu presque la même attitude sauf que ces derniers ont préféré ne pas «se positionner», même si l'un et l'autre sont réputés être de fervents adeptes du retour de Ahmed Ouyahia.

M. K.

ALI BENFLIS À ORAN :

## «La vacance du pouvoir contrarie les plans du régime»

**L'ex-chef du gouvernement et fondateur du parti Tallai Al Houriate, M. Ali Benflis, a pris part hier à Oran, au niveau de l'hôtel Président, au congrès régional de son parti, en préparation du congrès constitutif qui aura lieu les 13 et 14 juin prochain à Alger. De prime abord, il prévient ses militants : «c'est dans un contexte difficile et les défis qui le caractérisent sont nombreux ; c'est avec un état national affaibli, une nation menacée par la discorde, que notre parti est destiné à voir le jour».**

**Amel Bentolba - Oran (Le Soir) -** Les délégués de dix wilayas de l'Ouest ont pris part aux travaux de ces assises, où ont été désignés les membres qui assisteront au Congrès. L'occasion pour le président du parti de revenir sur la vacance du pouvoir, «avec laquelle le régime politique en place n'a pas compté et qui est venu contrarier et remettre en cause tous ses plans préétablis ; cette vacance au sommet de l'Etat a produit un effet boule de neige puisque toutes les institutions du pays sont dans un état de quasi-cessation d'activité».



Photo : Samir Sid

**Ali Benflis propose un projet de progrès.**

Après avoir dressé une évaluation inquiétante sur le plan politique, économique et social du pays, Ali Benflis trouve inconcevable que le régime ait cru trouver en l'opposition le bouc émissaire idéal à ses échecs. «Depuis quand le fait de relever

une vacance réelle du pouvoir et l'arrêt des institutions représentent-ils une menace pour le pays ? Depuis quand le fait de soutenir que le pays est en jachère et que la gestion des affaires politiques n'est plus assurée équivaut-il à une atteinte à la sécurité nationale ? »

Convaincu du rôle que jouera à présent son parti dans le paysage politique, il prévient le pouvoir politique qu'il faudra à présent compter avec Tallai Al Houriate. «D'autres que lui (le pouvoir) ont des rêves, des ambitions et un projet pour le pays, différents des siens ; il devra apprendre aussi qu'il existe désormais un projet de progrès face à la fatalité de l'immobilisme et de la régression à laquelle il entend condamner tout un peuple et toute une nation.»

Une situation que l'intervenant juge tragique face à un pouvoir qui se conçoit comme un pouvoir à vie, qui ne recule devant rien, «y compris les dérives les plus extrêmes comme celle d'une succession dynastique dont il teste la recevabilité et la faisabilité de temps à autre», dira le président du parti Tallai Al Houriate.

A l'issue de son intervention, sollicité par la presse, M. Ali Benflis invite les journalistes à se contenter de son discours, expliquant qu'il avait d'autres engagements ailleurs.

A. B.

REMANIEMENT MINISTÉRIEL

## Les «contradictions» relevées par Hanoune

**Le remaniement ministériel partiel opéré en fin de semaine dernière est l'expression de «contradictions», selon Hanoune qui en faisait, hier, une première lecture. Son parti n'a pas saisi la logique qui a dicté certains changements et s'étonne que des ministres concernés par des conflits d'intérêts aient été maintenus à leur poste. Elle y voit, cependant, le début d'un processus devant expurger le gouvernement de tous ceux qui sont impliqués dans des affaires. Une opération qui nécessite davantage d'«audace».**

**Nawal Imès - Alger (Le Soir) -** Estimant faire une lecture «sans préjugés», Hanoune livrait, hier, une première analyse. Faisant sien la citation «ni rire ni pleurer, comprendre», la première responsable du PT rappelle que ce remaniement aurait dû intervenir en début d'année. De prime abord, dit-elle, il est «l'expression des contradictions». Elle en veut pour preuve, le fait que des ministres n'ayant pas de lien avec les affaires de corruption soient remerciés alors que d'autres qui constituent des cas de conflits d'intérêts soient maintenus. Elle y voit néanmoins l'expression de la volonté du président de la République de se débarrasser de ministres impliqués dans des affaires de corruption.

Une «première étape», selon Hanoune qui doit en appeler d'autres. Elle estime que le

Président a voulu via ce remaniement «lancer des messages» aux concernés en attendant davantage d'«audace».

Hanoune distingue parmi les partants trois catégories : ceux concernés par la corruption, ceux qui ont fait preuve de mauvaise gestion ou ceux ayant quitté le gouvernement pour des raisons de santé, comme le ministre de l'Intérieur.

Certains de ceux qui servent l'oligarchie, constate-t-elle, sont cependant restés en poste alors que d'autres ayant des bilans positifs ont changé de portefeuille.

Hanoune s'est dite hier particulièrement intriguée par la promotion du ministre délégué aux Affaires maghrébines au rang de ministre. Elle craint une «bipolarité» et une «contradiction». Même interrogations au sujet du départ de Yousfi. Autre actualité abordée hier, le pro-

cès Khalifa qui laisse la secrétaire générale du PT sur sa faim. Il s'enlise, regrette-t-elle, dans des «détails» à tel point que l'opinion publique apprendra bientôt que Abdelmoumène Khalifa est «un individu propre». Hanoune s'étonne que ce dernier soit si détendu lors de son audition et qu'il se permette même de faire des blagues. Le procès en question, selon elle, aura au moins permis à des cadres comme Ali Aoun de faire la lumière sur les pressions exercées par des ministres, à l'image de Temmar, sur les entreprises publiques, afin qu'elles déposent leurs avoirs dans les caisses de Khalifa Bank.

Temmar et ses semblables, conclut Hanoune, doivent être jugés afin que l'opinion publique soit éclairée sur les pratiques qui ont cautionné le siphonage de l'argent public dans un contexte marqué par un activisme sans précédent de l'oligarchie. A ceux qui se demandent si ce combat du PT obéissait à un timing, Hanoune répond que non et que son parti était sur ce front depuis plus de six mois.

Le PT, dit-elle, a tiré la sonnette d'alarme, notamment lorsqu'une organisation patronale, à savoir le FCE, se substitue au politique. A ceux qui se posent les mêmes questions au sujet de la polémique avec l'ex-ministre de la Culture, Hanoune répond que c'est Nadia

Labidi qui avait choisi le timing. C'est elle, dit-elle, qui a choisi de lui envoyer une lettre de menace. Elle a, dit-elle, «creusé un trou et est tombée dedans» mais, ajoute Hanoune, «nous ne tirons pas sur les ambulances».

Hanoune confirme avoir officiellement demandé au président de l'APN la levée de l'immunité pour pouvoir être entendue par la justice. Le secteur de la culture, avertit-elle, n'est qu'un échantillon, rappelant que ce sont les «gros prédateurs» qui l'intéressaient. Son parti, dit-elle, se devait de réagir conformément à son idéologie et n'a fait que tirer la sonnette d'alarme comme il l'avait fait à l'époque du trio Khelil-Benachenhou-Temmar.

Hanoune rappelle, alors même qu'ils étaient en poste, que leurs politiques étaient une trahison. Son parti, dit-elle, ne peut se taire lorsque des ministres vont à contre-sens de la politique mais ne s'attaque nullement à ceux qui n'ont rien à se reprocher en ne jetant pas l'opprobre sur l'ensemble du gouvernement.

La secrétaire générale du PT regrette que certains dressent d'elle «le portrait d'une ogresse qui s'attaque à tout le monde» mais, avertit-elle, les menaces n'auront pas raison de sa détermination.

N. I.